
Courrier



International

Traduction de *Correo Internacional*, n°118 -
février 2006

Publication de la LIT-QI
0,50 €

www.litci.org - litial.be@tiscali.be éd. Resp. : Jan Talpe- rue de l'élan, 73, B10 – 1170 Bruxelles



La victoire électorale du Hamas

**Un triomphe contre les
accords d'Oslo**

La victoire électorale du Hamas Un triomphe contre les accords d'Oslo

Les élections législatives des territoires palestiniens se soldent par le triomphe incontestable du Mouvement Islamique Hamas, qui a obtenu plus de 50% des voix et 76 sièges, tandis que le Fatah de Mahmud Abbas, président de l'Autorité Nationale palestinienne (ANP), n'a obtenu que 30% des voix et 43 sièges. C'est dès lors le Hamas qui va pouvoir nommer les membres du nouveau gouvernement.

Les élections montrent **la profonde crise du Fatah**, qui a été pendant plusieurs dizaines d'années la direction incontestée du peuple palestinien. C'est là le résultat d'une politique qui a abandonné et trahi les mots d'ordre historiques de la lutte palestinienne (pour une Palestine unifiée, laïque, démocratique et non-raciste), notamment avec les accords d'Oslo, en 1993. A partir de la création de l'ANP, la direction n'a plus représenté que les intérêts d'une bourgeoisie palestinienne corrompue, vivant du pillage des fonds transférés par l'impérialisme et par Israël à l'ANP, et allant jusqu'à réprimer les Palestiniens en lutte contre l'Etat sioniste.

L'Autorité Nationale Palestinienne

Pour éviter la destruction de l'Etat d'Israël, mis en échec au Liban, en 1985, et incapable de mettre un terme à l'Intifada de 1987, l'impérialisme a imposé la signature des accords d'Oslo. Un gouvernement palestinien élu, avec des pouvoirs très limités (semblable aux "bantoustans" sud-africains) était désormais chargé de l'administration de la bande de Gaza et de la Cisjordanie. Le Fatah reconnaissait l'Etat d'Israël et renonçait à le combattre.

L'Autorité Nationale Palestinienne (ANP) n'a aucune autonomie financière possible : ses recettes proviennent de fonds qu'Israël transfère des impôts perçus dans les territoires, de l'aide internationale des Etats-Unis, de l'UE et des gouvernements arabes. Cela explique clairement les positions pro-impérialistes du Fatah qui, en outre, fait preuve d'une corruption totale dans l'administration des territoires.

Parallèlement, Israël a continué à implanter des colonies juives dans les territoires palestiniens, s'est approprié les meilleures terres et les sources d'eau de la Cisjordanie, a isolé la zone arabe de Jérusalem et les populations palestiniennes de la Cisjordanie. Cette situation s'est aggravée avec la "séparation unilatérale" et la construction du fameux "mur" sous le gouvernement israélien de Sharon-Olmert. Dans ces conditions, tout état palestinien, même "indépendant", s'avère non viable, géographiquement et économiquement. Les conditions de vie des Palestiniens ne cessent de se détériorer: un tiers vit dans la misère, 50% des Palestiniens sont au chômage; et avec le Fatah, il n'y avait aucune perspective d'amélioration possible.

Le triomphe du Hamas représente donc un vote de désaveu massif, face à la trahison et la corruption du Fatah. Les masses ont opté pour l'"option la plus radicalisée" et le Hamas a triomphé, même dans des lieux où il n'avait pourtant presque aucune insertion. Son opposition aux accords d'Oslo, son programme, qui inclut la destruction de l'Etat d'Israël et la récupération de la "patrie palestinienne", ont contribué à ce triomphe. En fait, les Palestiniens ont voté pour tous ceux qui apparaissaient comme des "combattants contre Israël". Ainsi, les députés du Fatah emprisonnés dans les geôles israéliennes pour "terrorisme", comme Marwan Bargouti, ont aussi été élus.

Le Hamas, fondé pendant la première Intifada en 1987, a été soutenu par le clergé iranien et la monarchie saoudienne ; il a même été encouragé par le premier ministre israélien de l'époque, Itzak Shamir, pour s'opposer au poids des organisations laïques et marxistes palestiniennes. Peu après, il est

devenu un phénomène de masses, notamment à Gaza. Parallèlement, il a radicalisé ses positions et a commencé à être durement attaqué par Israël, puis il est devenu une référence pour des milliers de combattants palestiniens.

Il s'agit d'un courant doté d'une direction bourgeoise et d'une idéologie théocratique: son programme propose l'établissement d'un état islamique dans toute la Palestine. Une proposition que la LIT-QI considère comme totalement erronée, parce qu'elle divise les palestiniens entre croyants et non-croyants, au lieu de les unir dans la lutte contre le sionisme. Tant par son caractère bourgeois, que par son idéologie, on ne peut avoir aucune confiance dans la direction du Hamas qui ne sera pas conséquente dans sa lutte contre l'impérialisme et le sionisme. La Hamas a ainsi déjà accepté la trêve organisée par le gouvernement du Fatah et par Israël.

La politique de l'impérialisme et d'Israël

Le triomphe du Hamas a certes constitué un coup dur pour le maintien de la politique des accords d'Oslo, défendue par l'impérialisme et par Israël. L'allié palestinien préféré (le Fatah) quitte la scène et est remplacé par un intrus (le Hamas) qui ne reconnaît pas Israël et est qualifié de "terroriste".

Ce putsch a lieu alors que la situation de la Palestine et la maladie d'Ariel Sharon ont produit une grave crise politique en Israël, et ce, peu avant les élections. Si on ajoute à cela la guerre en Irak et l'augmentation des tensions avec l'Iran, ce qui constituait les piliers de la politique impérialiste au Moyen-Orient est remis en cause.

La politique impérialiste consiste maintenant à exercer une pression sur le Hamas : le menacer de couper l'aide financière à l'ANP, dans le cas où son futur gouvernement ne reconnaîtrait pas l'État d'Israël et ne renoncerait pas à la lutte armée contre celui-ci, autrement dit, forcer le Hamas à abandonner son programme. On voit ce que signifie, pour l'impérialisme et pour Israël, la "démocratie" dans les pays dominés: "les résultats ne seront respectés que si est élu celui que je veux". En ce sens, nous revendiquons le droit du Hamas à former son propre gouvernement sans aucune pression.

Jusqu'à présent, la réponse du Hamas a été d'ouvrir des négociations avec le gouvernement israélien et de prolonger indéfiniment la trêve avec Israël, pactisée par le Fatah, mais sans abandonner formellement son programme. L'impérialisme et Israël exigent toutefois une capitulation complète, cherchant ainsi à répéter, en un délai beaucoup plus court, ce qui

est arrivé avec le Fatah. Jusqu'à quand pourront-ils maintenir cette pression, sans provoquer une nouvelle explosion en Palestine? Le Hamas parie que, face à cette possibilité, l'impérialisme et Israël vont finalement accepter la négociation.

Ainsi, la direction du Hamas se retrouve divisée entre la pression de l'impérialisme et des sionistes, d'une part, et celle du peuple palestinien qui l'a porté au pouvoir, d'autre part.. Que fera-t-il dans ces conditions? Nous n'avons pas encore la réponse mais, par son caractère bourgeois et la capitulation partielle qu'il accepte déjà aujourd'hui, nous répétons que nous ne faisons pas confiance au Hamas pour défendre la lutte du peuple palestinien. D'ailleurs, des dirigeants du Hamas, ont déjà déclaré que "les Etats-Unis ne sont pas l'ennemi".

La seule garantie : continuer la lutte

C'est dans le peuple palestinien héroïque et dans sa lutte que nous confions pleinement, une lutte qui, sûrement, sera fortifiée par le triomphe électoral récent, contre les traîtres et ceux qui capitulent. Il n'y a que cette lutte qui sera capable de détruire l'Etat gendarme et raciste d'Israël et d'obtenir les revendications historiques de l'OLP: une Palestine laïque, démocratique et non-raciste et le droit au retour des réfugiés. Nous offrons tout le soutien de la LIT-QI à ce combat, comme nous l'avons fait jusqu'à maintenant.

Secrétariat International de la LIT-QI

São Paulo, février 2006

Le Fatah

De la lutte à la trahison

Yasser Arafat a fondé l'organisation politico-militaire du Fatah en 1967. Son programme était très progressif: lutter pour une Palestine laïque, démocratique et non-raciste, où pourraient coexister en paix les Arabes et les Juifs, et où serait assuré le droit au retour des millions de réfugiés palestiniens, expulsés de leurs terres par les sionistes. Pour cela, il était nécessaire de détruire l'état gendarme et raciste d'Israël, principal obstacle à la paix dans la région.

Arafat est parvenu à faire du problème palestinien un axe incontournable de la discussion politique mondiale et, en même temps, il a donné un sentiment d'unité à son peuple. Il est ainsi devenu un dirigeant incontesté et le Fatah est devenue le courant palestinien majoritaire. Dans ce processus, a été créée l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine), définie comme "un véritable Etat national sans territoire", avec la participation de la plupart des organisations palestiniennes.

Toutefois, après avoir été expulsés du Liban par l'armée israélienne en 1982, et avoir gagné la Tunisie, Arafat et le sommet du Fatah ont commencé leur profond processus de transformation: ils ont cessé d'être une direction qui, bien que bourgeoise et bureaucratique, dirigeait le combat pour les droits palestiniens, et se sont mis à chercher une solution par la "voie diplomatique". Ils ont commencé à accepter les exigences de l'impérialisme et ils se sont éloignés de plus en plus de la lutte de leur peuple, comme cela a été le cas lors de la première Intifada, en 1987. Le processus a abouti à la signature des "accords d'Oslo" en 1993. Arafat et le Fatah ont trahi leurs revendications historiques de lutte.

Des dirigeants fantoques

Au départ, la création de l'ANP (Autorité Nationale Palestinienne) a été accueillie avec euphorie par le peuple palestinien, qui a cru que c'était une avancée vers un Etat indépendant authentique, puisque le dirigeant historique le disait. Arafat a été élu président avec 80% des voix.

Le mensonge a été de courte durée et l'ANP a bientôt montré son vrai visage. La "police palestinienne" du fatah agissait en véritable collaborateur, réprimant ceux qui voulaient continuer la lutte contre Israël. La direction du fatah s'est mise à représenter les intérêts de la bourgeoisie palestinienne pro-impérialiste corrompue, qui menait un train de vie luxueux, en pillant dans les

caisses du budget de l'ANP, financé par les Etats-Unis, l'Union Européenne, les gouvernements arabes et Israël. La bande surpeuplée de Gaza est devenu " le plus grand camp de concentration de l'histoire" et les populations agricoles de la Cisjordanie ont de moins en moins de terre et d'eau, parce qu'Israël se les approprie. C'est ce qui a provoqué l'explosion de la seconde Intifada en 2000.

Le meurtre d'Arafat n'a fait qu'accélérer le processus. Le Fatah et le gouvernement palestinien sont entièrement tombés sous le contrôle de l'aile pro-impérialiste (Mahmud Abbas). Ainsi, un des dirigeants, le millionnaire A. Korei (premier ministre démissionnaire) est propriétaire d'une entreprise de ciment qui en a vendu de grandes quantités à l'Etat sioniste pour construire le "mur de la honte"... Même après sa défaite, Abbas reprend les consignes de l'impérialisme et d'Israël en disant qu'il ne confiera pas le gouvernement au Hamas "si ce dernier n'abandonne pas préalablement sa proposition de détruire Israël". C'est cette trahison que le peuple palestinien vient de mettre en échec.

Moyen-Orient

Crise de la politique impérialiste

Le triomphe électoral du Hamas a montré la crise de tous les piliers de la politique impérialiste au Moyen-Orient. La Pax Romana se fissure en Palestine, l'occupation de l'Irak s'est embourbée et, pour le moment, les menaces contre le gouvernement iranien se limitent... à des menaces. Tous ces faits sont l'expression de ce que la LIT-QI a appelé la "situation révolutionnaire mondiale" et, plus spécifiquement, d'une grande montée anti-impérialiste des masses arabes.

L'excuse invoquée contre l'Iran est que ce pays serait en train de fabriquer des bombes atomiques. Toutefois, jusqu'à présent, l'Iran a seulement développé des technologies pour produire de l'énergie atomique (semblables à celles dont disposent, depuis des décennies, des pays comme le Brésil et l'Argentine). Utilisant la façade de l'ONU, l'impérialisme exige une inspection dans le pays, mais le gouvernement iranien a refusé cette ingérence. En ce sens, la tactique impérialiste ressemble à celle des célèbres "armes de destruction massive", excuse préalable invoquée pour justifier l'invasion de l'Irak.

Hypocrisie impérialiste

Pour nous, il est totalement secondaire de savoir si l'Iran possède déjà la bombe atomique ou s'il projette de la fabriquer. L'intention affichée de l'impérialisme d'éviter la "prolifération d'armes nucléaires" est totalement hypocrite. Ce sont les pays impérialistes, la Russie et la Chine, qui possèdent la plupart de ces armes et ils n'ont aucune intention de se désarmer. En outre, il n'est pas superflu de rappeler que, jusqu'à présent, les Etats-Unis sont le seul pays à avoir utilisé ces armes dans des attaques contre des populations (sur Hiroshima et Nagasaki, en 1948). D'ailleurs, tout en menaçant l'Iran, les pays impérialistes et l'ONU continuent à fermer les yeux sur les bombes atomiques d'Israël, un pays qui n'a pas signé le Traité de Non-prolifération nucléaire et qui se réserve le droit d'utiliser ces armes contre un "pays non-nucléaire". Le comble de l'hypocrisie... Dans ce contexte, nous défendons le droit de l'Iran de développer une technologie nucléaire et même de fabriquer des armes nucléaires, pour se défendre d'une attaque impérialiste ou israélienne.

Enfin, le véritable visage de l'impérialisme européen est apparu en pleine lumière. L'image "démocratique", que des pays comme la France et l'Allemagne veulent nous vendre, a été bien fissurée. Opposés à l'invasion de l'Irak, ils approuvent maintenant l'occupation militaire de l'Iran. Dans le contexte de l'Iran, c'est même le président français Jacques Chirac qui a pris l'initiative et menace ce pays d'une attaque d'armes nucléaires. Et ces hypocrites voudraient nous parler de paix!

Les véritables motifs

En réalité, la raison profonde de ces menaces est tout autre. L'Iran est un des rares pays encore relativement indépendants de l'impérialisme dans le monde, grâce à la révolution qui, en 1979, a renversé le Sha Pahlevi, un agent inconditionnel de l'impérialisme. Cette révolution a ensuite avorté et a été vaincue par les ayatollahs qui ont installé un régime réactionnaire et répressif, à l'idéologie religieuse. En tant que révolutionnaires, nous rejetons ce régime et nous soutenons toutes les luttes du peuple iranien pour le renverser et pour démocratiser le pays.

Le pays a toutefois maintenu une indépendance relative, comme nous l'avons déjà dit. Or, le projet de Bush, à partir du 11 septembre 2001, a été de détruire ces régimes qui, bien que corrompus et répressifs, ne lui obéissaient

pas aveuglement. Dans le cas de l'Iran, il s'agit d'une vieille histoire, toujours dans l'impasse depuis 1979.

Cette année, le candidat de l'impérialisme a perdu les élections : les tentatives pour changer les choses par la voie électorale ont donc échoué, ce qui fait que les menaces vont bon train. Ce n'est pas la lutte entre la "démocratie" et la répression qui est en jeu. Il s'agit de l'attaque de pays impérialistes contre un pays beaucoup plus faible, luttant pour son indépendance. Nous condamnons le régime des ayatollahs et lui refusons tout soutien politique, mais, en tant que révolutionnaires, nous soutenons clairement l'Iran et son peuple dans cet affrontement contre les Etats-Unis, les pays impérialistes européens et contre Israël.

"Deux états", c'est possible?

Nombre de ceux qui soutiennent le peuple palestinien et repoussent les crimes israéliens, s'opposent en même temps à la nécessité de "détruire l'Etat d'Israël". Ils affirment que, puisqu' il y a deux peuples en Palestine (palestiniens et juifs), il doit y avoir deux états indépendants. La LIT-QI s'oppose à cette proposition. Nous soutenons que la seule solution au conflit est le vieux mot d'ordre de l'OLP, la création d'une seule Palestine laïque, démocratique et non-raciste, où les Arabes et les Juifs puissent coexister en paix. Pour cela, il est nécessaire de détruire l'Etat d'Israël, la principale cause du conflit.

Ceux qui défendent les "deux états" s'appuient sur trois éléments erronés : a) ils supposent l'existence historique de "deux peuples" avec des droits historiques équivalents; b) ils ne prennent pas en considération la véritable essence de l'Etat d'Israël, une enclave militaire impérialiste de caractère raciste contre les peuples arabes, et c) ils ne se rendent pas compte de la non-viabilité totale d'un état palestinien "indépendant" dans les conditions actuelles.

Deux peuples?

L'existence de deux peuples "avec des droits équivalents" en Palestine est une grande falsification historique. En 1918, les trois quarts des habitants étaient arabes. Les juifs ne possédaient pas plus que 5,5% des terres et n'aspiraient à aucun état propre. Pendant des siècles, la coexistence était absolument pacifique.

C'est le sionisme, un courant juif européen fondé par Théodore Hertz à la fin du 19ème siècle, qui a commencé à revendiquer un supposé droit biblique des Juifs sur la Palestine, pour y fonder la "patrie nationale d'Israël", sans se soucier du fait qu'il y avait là un peuple arabe, établi depuis des siècles. Soutenu par de riches familles juives européennes et des secteurs impérialistes, le sionisme a encouragé l'émigration des juifs en Palestine, a financé l'achat de terres et a créé des groupes armés de "pression". En 1947, les juifs représentaient 40% de la population.

La création d'Israël

L'ONU a créé l'Etat d'Israël en 1947, en s'appuyant sur la théorie des "deux peuples", et lui a octroyé 55% du territoire de la Palestine. Cette création a été fomentée par l'impérialisme, en accord avec le stalinisme, et a rendu légale l'usurpation des droits palestiniens. Sous prétexte d'offrir un refuge aux juifs qui avaient souffert de la Seconde Guerre Mondiale, on a créé une enclave impérialiste, pour s'opposer à la vague révolutionnaire anti-impérialiste arabe, en train de naître au milieu d'une région stratégique, de par ses réserves pétrolières. En 1948, les organisations armées sionistes ont envahi une partie du territoire accordé aux Palestiniens et se sont approprié les 20% additionnels. Dans le village de Der Yasin, par exemple, ils ont assassiné 254 des 700 habitants. Ils ont expulsé plus de 800.000 Palestiniens (un tiers de la population) et ont provoqué le drame des réfugiés. Les Palestiniens ont été confinés dans la Jérusalem Orientale, dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, territoires qui seraient ensuite directement occupés par Israël à partir de 1967. Défendre le droit à l'existence de l'Etat israélien signifie, dans les faits, accepter cette histoire d'"usurpation armée".

Un Etat raciste

Le racisme sioniste apparaît clairement dans les lois qui définissent Israël comme un "Etat juif". La "loi du retour" établit que tout Juif qui s'installe en Israël bénéficie de la citoyenneté, quelle que soit la partie du monde dans laquelle il est né. Des millions de Juifs ont obtenu la citoyenneté sur la base de cette loi. Entre-temps, les non-juifs n'ont pas ce droit, même s'ils sont nés en territoire israélien, comme c'est le cas de beaucoup de Palestiniens. Il est interdit à tout courant qui propose de changer ce caractère de l'Etat d'Israël de se présenter à des élections. La législation raciste est complétée par celle de la propriété des terres agricoles: aux non-juifs il est interdit de l'acheter, ce qui vise clairement à empêcher que les Arabes possèdent des terres en

Israël. Il s'agit d'une législation semblable à celle de l'Apartheid sud-africain ou à celle de l'Allemagne nazie. Accepter l'existence de l'Etat sioniste signifie donc garantir son essence raciste.

Un Etat gendarme

Israël est la cinquième puissance militaire mondiale. Sa puissance de feu (avions de combat, missiles, hélicoptères, tanks et plus de 200 têtes nucléaires), par habitant, est supérieure à celle de tous les autres pays, y compris les Etats-Unis. En outre, c'est un des plus grands fabricants d'armes et un des principaux exportateurs. Cette puissance militaire est clairement financée par les Etats-Unis, qui injectent chaque année des milliards de dollars dans ce but, et par les pays de l'Union européenne qui achètent 80% de ses exportations d'armes.

Un vieil argument affirme que l'état d'Israël s'est armé parce qu'il est entouré de "pays arabes ennemis". L'excuse est aujourd'hui irrecevable : alors que, depuis 1973, aucun pays arabe n'a attaqué Israël, celui-ci s'arme toujours plus. En fait, ce pouvoir militaire est dirigé d'abord contre le peuple palestinien, et en second lieu, contre la lutte des peuples arabes, comme l'a montré l'invasion au Liban en 1982, ou les attaques par missiles contre l'Irak, en 1991. L'existence d'Israël s'explique principalement par son caractère de "forteresse armée de l'impérialisme".

Quel Etat palestinien?

Israël possède 78% du territoire et essaye d'en obtenir 85% par la "séparation unilatérale". Dans ces conditions, la Palestine, ce sont des "îles" sans communication entre elles et sans base économique -Israël s'étant approprié les meilleures terres et fleuves de la Cisjordanie- et un "Etat palestinien indépendant" viable n'est pas envisageable. Dans les faits, on refuserait le droit de retour aux émigrés palestiniens, puisque leurs terres ont été expropriées par Israël et qu'il n'existe aucune possibilité réelle que ces émigrés puissent s'installer à Gaza et en Cisjordanie. Les "frontières de 1967" changeraient à peine cette situation.

La division de 1947, dessinée par l'ONU, ne serait pas non plus une solution. D'abord parce que cela légaliserait l'usurpation sioniste. Ensuite parce que dans l'ensemble de la Palestine vivent aujourd'hui 9,5 millions de personnes: (53% de Juifs et 47% d'Arabes). Si nous y ajoutons les émigrés palestiniens, nous arrivons à 5 millions de Juifs et 8,5 millions d'Arabes. Les sionistes accepteraient-ils une division proportionnelle du territoire et des

terres productives? La réalité montre que non. Ainsi, toute alternative rationnelle pour former "deux états" impliquerait une grande défaite d'Israël. Si l'on ne met pas fin à l'essence raciste de l'Etat sioniste, si n'est pas détruite cette enclave militaire impérialiste, les sionistes essaieraient de récupérer ce qu'ils auraient perdu dès que les conditions s'y prêteraient, et le conflit renaîtrait.

La politique des "deux états" apparaît comme une variante "de gauche" des propositions des puissances impérialistes. Qu'on le veuille ou non, de la même manière qu'il fallait détruire "l'Etat de l'Apartheid" pour qu'il y ait une paix en Afrique du Sud, ou qu'il fallait anéantir l'Etat nazi en Europe lors de la Seconde Guerre Mondiale, il n'y aura pas de paix au Moyen-Orient sans la destruction de l'Etat d'Israël. L'existence d'une Palestine laïque, démocratique et non-raciste, où les Arabes et les Juifs coexisteraient en paix est-elle réaliste? L'expérience historique montre que c'est la seule alternative possible, capable de mettre en échec le sionisme.

Alejandro Iturbe

Le fondamentalisme musulman

Nous reproduisons partiellement un article de Angel Parras, *La question de l'islamisme et la gauche mondiale*, publié dans la revue *Marxisme Vivant* N° 11. La politique que nous devons défendre en tant que révolutionnaires, face aux courants comme le Hamas, y est analysée.

L'islamisme est devenu un phénomène mondial, et a acquis une influence de masse dans les pays où l'impérialisme est aujourd'hui plus agressif. Ce phénomène s'inscrit dans un processus de réorganisation ouvrière au Moyen-Orient, en Asie et au Maghreb. (...) La particularité des pays arabes ou musulmans ne peut dissimuler le fait que l'essence du débat est la même partout dans le monde : quelle doit être la position des révolutionnaires face à l'impérialisme ?”.

Son caractère

Les courants islamistes existent comme tels depuis le début du 20ème siècle, (...) mais ce n'est que depuis 1980, après la révolution iranienne, qu'ils

se transforment en un phénomène croissant dans le monde musulman. (...) Ce sont les courants affrontant ouvertement l'impérialisme qui ont gagné davantage de sympathie et de prestige dans le mouvement de masse des pays musulmans. Après la débâcle du stalinisme et de l'ancien nationalisme bourgeois pan-arabe des années 60-70, ils ont occupé un espace dans la résistance contre l'impérialisme et les gouvernements pro-impérialistes. Quelles sont leurs principales caractéristiques?

a) Ce sont des directions bourgeoises et petites-bourgeoises, qui s'appuient sur différents secteurs économiques, sur la hiérarchie musulmane (chiites ou sunnites) et qui font de l'Islam la référence collective face à la recolonisation impérialiste. Ils sont soutenus par le mouvement de masse, les mobilisations et les manifestations, et ont conquis leur espace politique, en raison de l'exclusion dont sont victimes les peuples des colonies et semi-colonies, exclusion renforcée par le processus mondial de centralisation des capitaux et par le pillage impérialiste. Par essence, ce sont des secteurs bourgeois qui s'opposent à l'impérialisme, dans la mesure où ce dernier les exclut comme capitalistes.

b) Ils proposent « des états islamiques » : des régimes bonapartistes et dictatoriaux, avec une façade religieuse, qui s'opposent à tout processus révolutionnaire. Ils poursuivent les militants ouvriers et jeunes, et tout courant qui s'oppose à leurs plans politiques et à leurs doctrines réactionnaires (...). Dans tous les cas, de par leur nature bourgeoise et théocratique, ils ne sont jamais conséquents dans leur lutte contre l'impérialisme.

Deux critères opposés

La caractérisation politique des courants politiques ne peut être déterminée par leur idéologie, bien que celle-ci soit une composante de cette caractérisation. L'essentiel est le caractère de classe de ce courant, sa politique et son programme, ce qu'ils disent et ce qu'ils font dans la lutte de classes, leur relation avec le système social dominant, l'impérialisme, et leur lien avec le mouvement de masses. Il ne faut pas chercher l'élément déterminant dans la superstructure (l'idéologie) mais dans la structure (la lutte de classes). (...) La majorité de la gauche mondiale utilise un critère de raisonnement diamétralement opposé : l'idéologie est le fil conducteur de toute sa caractérisation et, par conséquent, de la définition de la politique. C'est pourquoi la question de la religion pèse tant dans la définition selon laquelle ces courants sont essentiellement réactionnaires et pré-capitalistes.

Quelle est la politique qui s'impose face à ces courants?

Une discussion sur la politique à mener face aux confrontations entre ces courants islamistes et l'impérialisme s'est ouverte dans la gauche mondiale. Il y a ceux qui disent qu'il s'agit de deux secteurs également réactionnaires et que la politique doit être d'appeler « à la paix ». (...) D'autres les comparent au fascisme et justifient par conséquent les coups militaires contre eux (...). Beaucoup d'organisations soutiennent que, contrairement aux courants bourgeois et petits-bourgeois d'autres pays coloniaux et semi-coloniaux, avec les courants islamistes on ne peut faire aucun accords d'unité d'action et de lutte dans le camp militaire contre l'impérialisme. Cette position est justifiée en affirmant que le fondamentalisme islamiste est seulement anti-impérialiste et anti-capitaliste parce qu'il prétend nous faire retourner au féodalisme (...) et nous devons les combattre autant que l'impérialisme.

C'est une position totalement erronée. Comme nous l'ont appris Lénine et Trotsky, lors de la confrontation d'un pays plus faible contre l'impérialisme, (...) nous défendons la défaite de l'impérialisme et, par conséquent, le triomphe du pays attaqué, indépendamment du caractère réactionnaire de sa direction et de son régime. Le fondamentalisme est un phénomène semblable au nationalisme bourgeois. Par conséquent, tout en préservant l'indépendance politique et de classe et sans donner aucun soutien politique à ces directions, nous appelons à l'unité d'action avec les courants islamiques qui font face à l'impérialisme. (...)

Nous combattons les directions en mettant en avant les besoins de la lutte de classes, de la lutte contre l'impérialisme et les gouvernements valets de l'impérialisme. Nous devons démasquer leur inconséquence, leur bavardage, leur soumission aux intérêts bourgeois, leur faux « égalitarisme », comme partie intégrante de ce combat, et nous le faisons dans la perspective de la lutte des travailleurs et non celle du « combat à la religion ».

Les racines sociales de l'islamisme

Les médias occidentaux (...) identifient systématiquement des millions de travailleurs et de jeunes musulmans avec le « fanatisme religieux ». S'en faisant l'écho, une bonne partie de la gauche européenne explique le phénomène islamiste par « le retard et l'ignorance des gens de ces pays ». Si le développement de l'islamisme se fonde seulement sur ces facteurs, pourquoi les masses n'ont-elles pas limité leur sentiment religieux à assister aux mosquées ? Pourquoi, au lieu d'un développement religieux passif,

l'islamisme s'associe-t-il aujourd'hui à une montée monumentale des luttes, à l'irruption de millions de gens dans la vie politique, à des insurrections et à des révolutions? (...)

Il s'agit de chercher les racines du phénomène dans sa base matérielle. C'est pourquoi Lénine ajoutait : « La racine la plus profonde de la religion à notre époque est l'oppression sociale des masses travailleuses, leur apparente impuissance face aux forces aveugles du capitalisme. (...) »

Ce qui explique le phénomène de l'islamisme, c'est la brutalité de l'impérialisme agonisant, les innombrables formes de la barbarie, la faillite du stalinisme et de l'ancien nationalisme bourgeois, l'inépuisable persévérance et l'héroïsme des masses, sa volonté réitérée de lutte. (...) Situer le combat contre les directions islamistes sur le terrain de la « lutte contre la religion » signifie en fait aider l'impérialisme et les ayatollahs de garde. S'il fallait résumer ce long débat en peu de lignes, avec le risque qu'implique toute définition schématique, on pourrait dire : **le phénomène de l'islamisme, apparu dans les deux dernières décennies, est par essence une expression dénaturée du nationalisme. Pour les révolutionnaires, les relations avec ces courants sont déterminées, dans leurs grandes lignes, par les mêmes critères que ceux utilisés face aux directions nationalistes bourgeoises ou petites-bourgeoises, quand celles-ci se heurtent à l'impérialisme. Pour nous, le développement du sentiment religieux islamiste chez des millions de travailleurs et de jeunes a des racines sociales profondes, et toute propagande révolutionnaire contre la religion sera subordonnée à la tâche centrale : le développement de la lutte de classe des exploités contre les exploités.**

La victoire électorale du Hamas	Un triomphe contre les accords	
d'Oslo.....		2
L'Autorité Nationale Palestinienne.....		3
Parallèlement, Israël a continué à implanter des colonies juives dans les territoires palestiniens, s'est approprié les meilleures terres et les sources d'eau de la Cisjordanie, a isolé la zone arabe de Jérusalem et les populations palestiniennes de la Cisjordanie. Cette situation s'est aggravée avec la "séparation unilatérale" et la construction du fameux "mur" sous le gouvernement israélien de Sharon-Olmert. Dans ces conditions, tout état palestinien, même "indépendant", s'avère non viable, géographiquement et économiquement. Les conditions de vie des Palestiniens ne cessent de se détériorer: un tiers vit dans la misère, 50% des Palestiniens sont au chômage; et avec le Fatah, il n'y avait aucune perspective d'amélioration possible.....		3
La politique de l'impérialisme et d'Israël.....		4
La seule garantie : continuer la lutte.....		5
Le Fatah	De la lutte à la trahison	6
Des dirigeants fantoches.....		6
Moyen-Orient	Crise de la politique impérialiste	7
Hypocrisie impérialiste.....		8
Les véritables motifs		8
"Deux états", c'est possible?.....		9
Deux peuples?		9
La création d'Israël		10
Un Etat raciste		10
Un Etat gendarme		11
Quel Etat palestinien?.....		11
Le fondamentalisme musulman.....		12
Son caractère		12
Deux critères opposés.....		13
Quelle est la politique qui s'impose face à ces courants?		14
Les racines sociales de l'islamisme.....		14